



# Texte soumis au vote

Adopté par le Conseil national du 27 avril 2010

# LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT  
**économique** **social** et **écologique**

Retrouver l'intégralité du texte sur [lafrancequonaime.fr/laconvention](http://lafrancequonaime.fr/laconvention)

# **| Pourquoi la crise ?**

## **Quatre grands déséquilibres à l'oeuvre...**

- 1.** L'emprise croissante de la finance qui soumet notre économie à la voracité d'une minorité et à la tyrannie du court terme.
- 2.** L'explosion des inégalités qui fait se côtoyer l'hyper-riche et la précarité.
- 3.** Le déficit de régulation des échanges mondiaux qui a lancé les pays et les États dans une concurrence acharnée.
- 4.** La crise environnementale, provoquée par notre modèle de croissance fondé sur la surexploitation des ressources naturelles et qui conduit à la réduction de la biodiversité et au changement climatique.

**... qui se sont creusés pour aboutir à l'explosion en 2008.**

 **Nous sommes à la fin d'une époque :  
il faut construire un nouveau modèle.**

# S'attaquer aux causes de la crise pour retrouver le sens du progrès

## Trois questions :

### 1. Que produire ?

C'est le nouveau modèle productif fondé sur une nouvelle politique industrielle, une agriculture viable et responsable et l'accès aux biens communs.

### 2. Comment produire ?

C'est valoriser le travail, préserver l'environnement et mettre la finance au service de l'économie.

### 3. Comment distribuer ?

Cela veut dire mieux partager les richesses, favoriser les services publics et donner à chacun les moyens de maîtriser sa vie.

## ➤ Pour y répondre : six exigences

qui constituent les clefs du nouveau modèle.

## **Première exigence :**

# **La priorité au long terme, plutôt que la tyrannie du court terme**

### **1. Une économie de projet :**

- Privilégier l'investissement sur les dividendes et la spéculation, grâce notamment à une modulation de l'impôt sur les sociétés.
- Consacrer davantage de ressources aux activités qui préparent l'avenir : l'éducation, la recherche, l'innovation, le développement des infrastructures, la sobriété énergétique.

### **2. Une véritable politique industrielle volontariste :**

- Le Pôle Public d'Investissement Industriel (2P2I) permettra de piloter et de financer une véritable politique industrielle volontariste qui refasse de la France une grande nation industrielle et innovante.
- La mise en place d'un comité prospectif, réunissant des chefs d'entreprise, des universitaires et des chercheurs, nous permettra de retrouver le sens de l'anticipation.

### **3. Encourager la mutation écologique en garantissant la justice sociale :**

Faire le choix d'un développement respectueux de la planète et des générations à venir. Le temps du gaspillage, de l'avidité court-termiste et du consumérisme outrancier est révolu :

- Réduire de 20% nos émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2020.
- Diversifier nos approvisionnements énergétiques, en faveur des énergies renouvelables.
- La TVA écomodulable sera un puissant levier pour modifier les modes de consommation et de production.

### **4. En matière agricole :**

- Privilégier les enjeux nutritionnels
- Relocaliser nos productions
- Donner enfin les moyens aux agriculteurs de vivre décemment de leur activité.

**Deuxième exigence :**

# **La justice, plutôt que la captation des richesses par une minorité**

**Notre volonté assumée : répartir autrement les richesses entre le capital et le travail**

- Pour réduire l'écart des rémunérations,
- Pour lutter contre le transfert continu des risques vers les salariés, notamment les plus précaires.

## **1. L'urgence : la justice salariale.**

- Une conférence salariale annuelle.
- La modulation des cotisations sociales des entreprises en fonction de la conclusion d'un accord salarial.
- La revalorisation du SMIC au coeur de notre politique salariale.
- Une échelle des salaires comprise entre 1 et 20 dans les entreprises avec participation publique au capital, pour limiter l'explosion des plus hauts revenus et encourager l'augmentation des bas salaires.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes enfin garantie.

## **2. Une véritable révolution budgétaire et fiscale :**

- Pour répartir les richesses de manière plus équitable
- Pour gérer la situation dégradée des comptes publics
- Fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG pour constituer un Grand impôt citoyen sur le revenu, vraiment progressif et prélevé à la source,
- Création d'une véritable imposition du patrimoine,
- Modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'utilisation des bénéfices (investissements et redistribution plutôt que dividendes),
- Concentration des avantages fiscaux vers les PME...

**Troisième exigence :**

# **Le bien-être plutôt que le tout-avoir**

La société de l'avoir favorise une frénésie de la consommation qui appauvrit tout le monde :

- 
- société du jetable,
- société de l'épuisement des ressources,  
société de l'insatisfaction.

**1. Répondre aux besoins essentiels de la personne humaine et permettre son émancipation.**

**2. Privilégier les biens communs qui font société plutôt que la consommation à court terme.**

**3. Evaluer différemment la performance économique :**

Par exemple, la commande publique sera soumise à une notation social-écologique des entreprises.

**Quatrième exigence :**

# **Les biens publics et la solidarité plutôt que l'individualisme**

## **Prendre soin de nos biens collectifs (énergie, eau, environnement, vivant)**

→ c'est favoriser le développement des services publics et des réponses solidaires – la protection sociale – au lieu d'abdiquer devant la spirale infernale de l'individualisme et de la marchandisation.

## **Un État plus juste, qui élargit les choix.**

- qui fasse contribuer tout le monde équitablement à l'effort de solidarité,
- qui apporte des réponses plus individualisées,
- qui permet aux individus de choisir et de maîtriser leur vie.

➤ **une nouvelle articulation entre individu et État à construire.**

## **Renforcer le rôle de l'État**, c'est aussi assurer le redressement des comptes publics.

- Permettre le retour de la croissance pour améliorer la situation des finances publiques.
- Accompagner le retour de la croissance d'un plan de désendettement.

## **Mobiliser de nouvelles ressources :**

- Pour financer nos politiques nouvelles
- Pour financer le nécessaire redressement des comptes publics.
- Suppression des mesures fiscales de la droite, à commencer par le bouclier fiscal,
- Suppression d'une partie des niches fiscales et sociales,
- Élévation de la fiscalité sur le patrimoine.

## **Soutenir l'Économie sociale et solidaire**

→ qui doit devenir un pilier de notre nouveau modèle de développement.

**Cinquième exigence :**

# **Donner les moyens de maîtriser son destin**

L'inquiétude la plus partagée en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle est sans aucun doute celle de la perte de maîtrise de sa vie et de son avenir.

- Perte de maîtrise au travail (ex : destruction du droit du travail),
- Perte de maîtrise de l'avenir (ex : dégradation de l'environnement, inquiétude sur les retraites),
- Perte de maîtrise de ses choix quotidiens (ex : augmentation des dépenses de logement).

## **Construire les protections et inventer de nouveaux droits**

pour desserrer l'étau qui enserme les individus. Par exemple :

- Droit au logement qui reste virtuel.
- La sécurité sociale professionnelle : création d'un compte formation pour chaque Français-e, crédité au début de la carrière à proportion inverse de la durée d'étude et abondé au fur et à mesure pour permettre à tous les salariés de progresser dans leur vie professionnelle.
- L'autonomie des jeunes.
- Aller vers le droit au premier emploi.
- Un système de santé fondé sur davantage de prévention.

**Sixième exigence :**

# **La société créative plutôt que la société de la fausse performance**

La pseudo-performance s'est fait une doctrine de la mise sous pression des individus, qui crée des souffrances individuelles intolérables et obère la capacité de création et d'innovation de notre société.

**L'enjeu : permettre à un nombre croissant de citoyens de devenir acteurs de leur présent et de leur avenir.**

→ Favoriser la création qui a besoin de temps, de liberté, de loisirs, de coopérations, d'expériences.

**Etre particulièrement attentifs aux PME et TPE :**

- Small Business Act,
- Démarche par filières,
- Partenariat entre les pôles de recherche et le tissu économique local,
- pour développer et soutenir les PME innovantes, créatrices d'emplois et de richesses.

**Remettre la finance au service de l'économie réelle :**

- Interdiction des produits financiers les plus dangereux,
- Limitation de la taille des établissements bancaires,
- Séparation des banques de dépôt et d'investissement
- Agence de notation publique
- Taxe sur les transactions financières.

# Une mondialisation solidaire et maîtrisée

Nous voulons passer d'un libre-échange dérégulé et dévastateur, qui met en concurrence les Hommes et les États, à un « juste échange » qui soit moteur d'un co-développement harmonieux et enfin synonyme de progrès pour tous.

**Le «juste échange»** : replacer le commerce au service du développement, de la justice et du progrès pour une mondialisation régulée et solidaire.

- Mettre en place des contributions environnementales et sociales aux frontières de l'Union pour lutter contre le dumping social, fiscal et environnemental.
- Garantir aux pays les plus pauvres et les moins avancés, des clauses de sauvegarde pour diversifier et développer leur économie avant d'être livrés à une libéralisation trop rapide des échanges.
- Réformer la FAO,
- Diffuser les technologies agricoles
- En finir avec la spéculation sur les denrées alimentaires.

**En Europe, reprendre notre destin en main :**

Un nouveau contrat social européen, qui passe par :

- Un véritable Gouvernement économique pour impulser une stratégie européenne : l'Eurogroupe et le pouvoir politique doivent prendre toute leur place face à la BCE.
- Création d'une Agence européenne de l'innovation industrielle (AE2I) adossée à la Banque européenne d'investissement (BEI) pour faire émerger les champions industriels de demain.
- Un Fonds monétaire européen qui devra protéger les États membres qui sont en difficulté.
- Interdiction du secret bancaire dans l'Union européenne.